

Proche et Moyen Orient

Face à la guerre déclenchée par Israël et les États-Unis, la FNEC FP-FO demande que la sécurité des personnels en poste à l'étranger et des élèves y soit assurée. La seule solution c'est l'arrêt immédiat des bombardements .

Depuis le début de la guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran, avec de violents bombardements et des milliers de morts, et l'offensive israélienne au Liban, la situation des personnes est dramatique. Les établissements français, leurs personnels et leurs élèves doivent être protégés. La réponse ne peut se limiter à « la mise en place de l'enseignement à distance dans la quasi-totalité des établissements ». Pour la FNEC FP-FO, la priorité est la mise en sécurité ces personnels et des élèves.

AEFE : COLÈRE DES PERSONNELS ET DES PARENTS CONTRE UNE RÉFORME INACCEPTABLE. LA FNEC FP-FO REFUSE QU'ILS SOIENT LES VICTIMES DE LA PRIVATISATION DU RÉSEAU !

Depuis des semaines, la colère monte dans les établissements du réseau AEFE.

Le Conseil d'Administration de l'Agence du 18 décembre 2025 avait annoncé un déficit structurel de 57 millions d'Euros et a décidé pour les EGD (Etablissements en Gestion Directe) le transfert de la part patronale des pensions civiles des détachés à hauteur de 35% pour 2026, puis 50% pour 2027, tout comme, plus tardivement, pour les établissements conventionnés.

Cela entraîne l'augmentation des frais de scolarité payés par les familles pour 2026 et, pour les établissements, des mesures de réduction des dépenses, et donc des risques de réduction de la masse salariale, donc des postes. A ceci s'ajoute la baisse une fois de plus des subventions de l'État à hauteur de 25 millions pour 2026.

Or, le CA de l'Agence du 11 mars 2026 a annoncé un excédent budgétaire pour 2025 de 3,2 millions d'Euros !

Les prétendues difficultés financières ont été le prétexte à l'annonce d'une réforme de l'AEFE pour au plus tard mi-juin 2026, avec une mission d'accompagnement de la réforme de l'Agence confiée à Samantha Cazebonne par le 1^{er} ministre.

Quels en sont les axes ?

- Limiter l'augmentation des frais de scolarité pour 2026 ;
- Mettre en place un « fonctionnement qui rationalise et optimise tout en créant une nouvelle dynamique ». Autant dire : se serrer la ceinture.
- Un montant du budget « objectif » : « être responsable », « le

dogmatisme a laissé la place à la responsabilité », c'est à dire sans augmentation de la part de l'État.

- « Renouvellement des ressources humaines ». Autant lire réforme des statuts des détachés.

On lit ailleurs dans les médias la possible « révision du statut des établissements ». Déjà en 2019, la sénatrice des Français de l'étranger avait formulé 147 recommandations pour réformer l'AEFE, dont :

- L'augmentation des établissements partenaires de droit privé ;
- RECOMMANDATION 93 : ouvrir la réflexion sur la création d'un statut unique de l'enseignant détaché.
- RECOMMANDATION 96 : permettre à terme à l'ensemble des EGD et établissements conventionnés d'avoir accès aux détachements directs.

Or, le détachement direct est un statut bancal : l'enseignant titulaire de l'Éducation nationale est recruté directement par un établissement (actuellement partenaire), avec maintien de l'avancement dans le corps et droit d'option pour la retraite, mais payé directement par l'établissement, et régi par le droit local. C'est donc l'institutionnalisation des droits précaires !

La FNEC FP-FO dénonce depuis des années la dérive libérale de l'enseignement français à l'étranger. Elle rappelle ici ses revendications :

- ▶ Défense de l'enseignement public à l'étranger, refus d'une réforme qui ferait exploser les statuts ;
- ▶ Pas d'argent pour les usines à fric que sont les établissements partenaires ;
- ▶ Augmentation du nombre des EGD, rupture avec la politique de privatisation du réseau ;
- ▶ Un vrai budget pour l'AEFE, pas pour la guerre ;
- ▶ Fin du bornage à 6 ans.

Déjà, dans de nombreux établissements, la colère s'exprime chez les personnels et les parents. La FNEC FP-FO appelle à élargir cette mobilisation, pour protester contre ces attaques contre l'enseignement public à l'étranger et la privatisation du réseau.